

Une campagne large contre la dette

mardi 22 novembre 2011, par [CIRAK Emre](#), [VERRI Flavia](#) (Date de rédaction antérieure : 17 novembre 2011).

Initié par Attac, l'Appel pour un audit citoyen de la dette publique a recueilli le soutien de nombreuses organisations (CADTM, CGT, FSU, Solidaires, Alternatifs, GU, NPA, PCF, PG...).

Le collectif pour un audit citoyen de la dette réfute le discours sur la nécessité de « rembourser la dette » et de « rassurer les marchés financiers ». Il conteste la culpabilisation de la population qui aurait « trop dépensé » alors que les États sont obligés d'emprunter aux marchés financiers et aux banques quand ceux-ci peuvent emprunter moins cher à la Banque centrale européenne... Il souhaite un « un vaste débat démocratique » et non un débat d'« experts officiels » qui serait la voix « des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers ». Appel est ainsi lancé à créer des collectifs dans les villes, les quartiers, les villages et lieux de travail [1]. L'Appel souligne qu'en matière d'austérité budgétaire, le pire est à venir. Fillon vient ainsi d'annoncer de nouvelles mesures préfigurant des sacrifices d'une plus grande ampleur.

La question de la dette éclaire les enjeux à gauche. La gauche libérale défend le paiement de la dette, de ses intérêts et applique partout en Europe des politiques d'austérité d'une violence inouïe. La gauche de transformation sociale et écologique se prononce pour un audit citoyen de la dette, mais toutes les organisations ne soutiennent pas la suspension du paiement et l'exigence de l'annuler.

Si des limites existent au sein du collectif national, la campagne unitaire « pour un audit citoyen » est un point d'appui précieux pour la construction d'un front unitaire de résistance à l'austérité et de refus de payer la dette.

Une campagne de masse

Il s'agit de construire une campagne de masse à l'image de celle du Non de gauche à la Constitution européenne qui avait réussi à rassembler des milliers de personnes, militantes ou non. Si l'absence d'une échéance telle qu'un référendum peut constituer une difficulté, le caractère central de cette question dans les contradictions du capitalisme peuvent aussi faciliter le caractère durable et politisant de la campagne pour l'audit public.

Dans le collectif national, la place des organisations politiques est réduite au « soutien ». Mais localement, le plus souvent, associations, syndicats et partis constituent des collectifs unitaires ensemble. Si l'exigence d'un moratoire sur le paiement de la dette publique n'est finalement pas présente dans l'appel national, des collectifs locaux regroupant les mêmes forces qu'au niveau national se constituent sur la base d'appels intégrant cette revendication ou renforçant la dimension de lutte contre les plans d'austérité ou de solidarité internationale. Dans les débats, le NPA défend la nécessité d'une suspension immédiate des paiements de la dette et contribue dans tous les cas à construire ce cadre localement et nationalement.

Les collectifs locaux commencent à éclore un peu partout. Dans le Gard, un collectif rassemble Attac, CADTM, Solidaires, NPA et PG. À Toulouse, le collectif unitaire rassemble UD CGT, FSU, Solidaires, Attac, toutes les composantes du Front de Gauche et le NPA. Un grand meeting unitaire y est programmé. À Montpellier, un collectif unitaire initié par Attac devrait lui aussi organiser une première réunion publique en décembre. Dans le Val-de-Marne, c'est l'UD CGT qui devrait proposer une réunion unitaire pour lancer la campagne « audit citoyen » sur le plan départemental...

Comme pour la Constitution européenne, médias et personnel politique relaient quotidiennement des propos incriminant les populations, de Grèce et d'ailleurs, pour cacher le hold-up organisé par les banques et les marchés financiers. La campagne doit donc être une campagne d'éducation populaire. Avec des tracts, des projections, des expos, des débats, il s'agit de déconstruire le discours dominant et d'expliquer les vraies raisons de la crise.

Les équipes syndicales peuvent s'inscrire activement dans cette campagne unitaire. Localement, certains syndicats (des unions départementales) participent d'ores et déjà à des collectifs unitaires et certains sont mêmes affiliés au CADTM (organisation internationale de lutte pour l'annulation de la dette). Des formations syndicales sur la question de la dette commencent à voir le jour, des organisations syndicales comme Sud Santé ou la CGT Santé interviennent sur la question des emprunts toxiques dans les hôpitaux. La CGT demande « la restitution des sommes indûment concédées et la mise à disposition pour les établissements publics d'un centre public de financement ».

La campagne doit s'ancrer dans toutes les conséquences concrètes de la dette et de l'austérité, par exemple autour du problème des endettements des collectivités et des établissements publics locaux. Elle peut ainsi associer des réseaux militants, des agents ou syndicalistes (territoriaux, hospitaliers...) et des habitants/usagers. Il faut ainsi lier l'« examen de la dette » à des situations et revendications locales (endettement de la commune, de l'hôpital, fragilisation de la Banque postale par la reprise de la banque Dexia, etc.). Bref, en faire un audit populaire !

Une campagne internationaliste

C'est aussi une campagne internationaliste sur le long terme. Elle doit être l'occasion de manifester notre solidarité avec les populations en lutte comme en Grèce, au Portugal... : nous devons développer la solidarité politique mais aussi la solidarité concrète à l'heure où, en Grèce en particulier, la situation sociale et sanitaire se détériore quotidiennement sous le diktat des marchés financiers et de ses caporaux Sarkozy/Merkel. À Athènes, les hôpitaux manquent de médicaments car l'industrie pharmaceutique refuse de leur en livrer...

Des campagnes similaires existent désormais dans de nombreux pays de l'UE : en Belgique avec le CADTM et la centrale syndicale FGTB, dans l'État espagnol en lien avec les « Indignados », en Irlande avec le syndicat Unite, en Italie avec l'appel « Nous, la dette, on ne la paie pas ! » initié par des militantEs politiques, du mouvement social et des syndicalistes, au Portugal avec la centrale syndicale CGTP et des mouvements sociaux...

La question de la construction européenne est aussi au cœur des enjeux. Il y a une course de vitesse face aux souverainistes et à l'extrême droite. Contre l'Europe des traités de Maastricht et Lisbonne, pour une Europe sociale et écologique, dans le cadre de cette campagne, il faut aussi avancer les mesures suivantes :

- contrôle strict des mouvements de capitaux, taxation des transactions financières.
- Arrêt du recours des États aux marchés financiers. Suppression des règles interdisant le

financement des déficits par la Banque centrale.

- Socialisation intégrale du système bancaire sans indemnité ni rachat et instauration d'un contrôle social et démocratique sur leur fonctionnement.
- Smic et services publics européens dans les transports et l'énergie.

Flavia Verri, Emre Çirak

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 124 (17/11/11).

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 23519), [Appel : Pour un audit citoyen de la dette !](#) et le site www.audit-citoyen.org